



Statistique financière

BUDGET 2011

Département des Finances, de la Justice et de la Police

Delémont, octobre 2010

Embargo jusqu'au mercredi 6 octobre 2010 à 12h00

Présentation du budget 2011 de la République et Canton du Jura

Table des matières

(Cliquez sur l'intitulé ou la page pour atteindre la page désirée)

Communiqué du 6 octobre 2010

1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat	1
Présentation schématique du budget en 4 phases	2

2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges.....	3
Evolution des charges (graphique)	4
Principales variations des charges brutes par rapport au budget 2010	5
Evolution des dépenses générales	6
Evolution des dépenses de transfert.....	7
Classification fonctionnelle des charges brutes totales.....	8
Evolution de l'effectif du personnel	9
Evolution des revenus.....	10
Evolution des revenus (graphique)	11
Principales variations des revenus par rapport au budget 2010	12
Structure des revenus réels	13
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux.....	14
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique)	15

3. Compte d'investissement

Volume des investissements réalisés sur le territoire cantonal.....	16
Les grands chantiers de l'Etat.....	17
Répartition des subventions nettes d'investissements.....	18

4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et du financement	19
Evolution du degré d'autofinancement des investissements	20
Evolution de la dette et des intérêts passifs.....	21
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique)	22
Evolution des quotes-parts de l'Etat.....	23
Mesures d'assainissement des finances cantonales 2009-2011	24
Plan de soutien de base à l'emploi et aux entreprises – Effort cantonal 2009-2011.....	25
Constats et défis	26

2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 50 50
f +41 32 420 50 51
secr.sic@jura.ch

Delémont, le 6 octobre 2010

Communiqué de presse

Embargo 6 octobre 2010 – 12 h 00

Budget 2011 bénéficiaire à hauteur de 5,5 millions de francs

Le Gouvernement a présenté mercredi (6 octobre) un projet de budget 2011 qui prévoit un excédent de recettes de 5,5 millions de francs, pour un volume dépassant pour la première fois les 800 millions de francs. Ce bon résultat provient d'une augmentation importante des revenus, en particulier de la péréquation financière fédérale et de la fiscalité. Dans un contexte économique marqué par une fragile reprise, le volume des investissements nets demeure volontairement élevé et dépasse les 50 millions de francs, autofinancés à hauteur de 87,8%.

Le budget 2011 est donc influencé par une forte hausse des revenus, plus de 40 millions de francs ou 5,4% par rapport au budget 2010. Dans le détail, la péréquation financière (RPT) procure un supplément de 13,9 millions de francs. La fiscalité génère des revenus supérieurs de 12,3 millions de francs au budget précédent et en hausse de 4,9 millions par rapport aux comptes 2009, provenant aussi bien de l'imposition des personnes physiques que de celle des entreprises. D'autres revenus additionnels proviennent des subventions fédérales (assurances sociales, formation professionnelle) et de participations des communes.

Du côté des charges de l'Etat, elles progressent globalement de 4,0%. Cette hausse provient pour plus de moitié des subventions octroyées, dont le montant s'élève à 262,6 millions de francs (+16,7 millions par rapport au budget 2010). Dans ce secteur, les progressions les plus sensibles sont enregistrées dans les domaines des assurances sociales et des institutions de santé (+ 10,4 millions de francs). Les charges de personnel sont en hausse de 1,6% à 237,6 millions de francs. Dans le secteur biens, services et marchandises, la hausse des charges atteint 4,8%, en lien principalement avec des mandats et prestations de service octroyées à des tiers. Enfin à noter une baisse de plus de 2 millions de francs des charges d'intérêts passifs obtenue grâce à des taux historiquement bas et une gestion proactive de la dette et des liquidités.

En soutien à la conjoncture régionale, les investissements nets projetés s'élèvent à 50,5 millions de francs. Il s'agit principalement de projets routiers (A16, H18, maintenance et aménagements de routes cantonales), de pistes cyclables et de bâtiments (EFEJ+, écoles du CEJEF, château de Porrentruy). Les subventions d'investissements s'affichent en léger recul à 19,2 millions de francs, les postes les plus importants étant consacrés à la santé, l'environnement, l'agriculture, l'économie, l'enseignement et les transports. Avec un degré d'autofinancement de 87,8%, le projet de budget respecte le mécanisme de frein à l'endettement. Depuis l'entrée en souveraineté, ce ratio atteint 84,2% en moyenne.

Le budget 2011 intègre pour la dernière année les mesures du plan de soutien à l'emploi et aux entreprises. Le montant pour 2011 s'élève à 11,4 millions de francs, dont 57,7% au titre des investissements. Dans le cadre de ce programme qui se sera déployé sur une durée de trois ans, 21 millions de francs auront été injectés par l'Etat dans l'économie locale pour soutenir la croissance. Le taux moyen de réalisation du plan sera alors de 70,5%.

En 2009, la réduction de la dette s'est poursuivie. Elle s'élève à 236,9 millions de francs à fin 2009, soit 18,1 millions de moins qu'un an plus tôt. En fonction des insuffisances de financement en 2010 et 2011, la dette devrait légèrement remonter pour atteindre 245 millions de francs à fin 2011. Dans l'intervalle, le renouvellement des emprunts à des conditions plus favorables permet de poursuivre la réduction de la charge d'intérêts estimée à 7,5 millions de francs en 2011. Cela n'absorbe plus que 2,6% des impôts directs et indirects de l'Etat.

Ce budget favorable incite pourtant à la retenue. En effet, l'augmentation très sensible des revenus RPT accroît la dépendance de l'Etat envers la Confédération et les autres cantons. Elle a en outre un caractère très volatile, au contraire des charges qui, si elles augmentent, le font dans la durée. C'est pourquoi les efforts visant à mettre en œuvre les mesures d'assainissement annoncées en avril 2008 se poursuivent et se traduisent, dans le budget 2011, par un montant de 1,2 million de francs, qui s'additionne aux 6,9 millions réalisés en 2009 et aux 4,7 millions inscrits au budget 2010. Le solde à mettre en œuvre dès 2012 est évalué à 3,2 millions; l'objectif de 15 millions d'économies annuelles devrait être atteint, permettant de gommer le déficit structurel annoncé alors.

BUDGET 2011 - COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ÉTAT

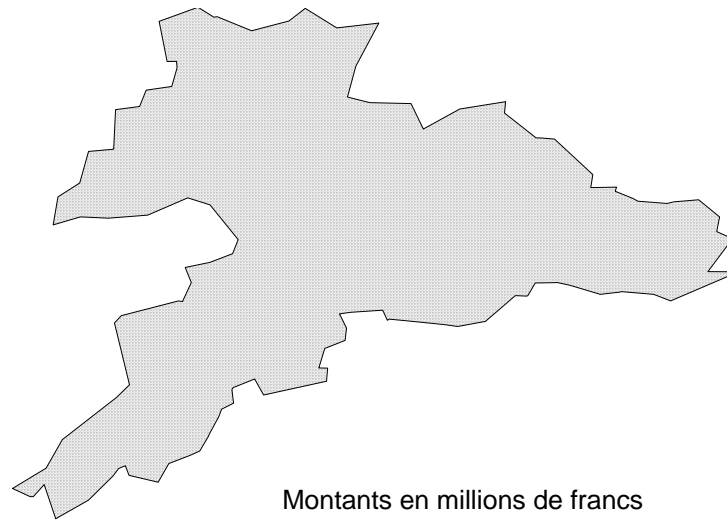
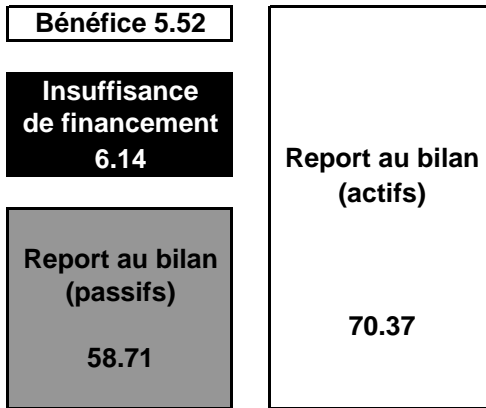
Montants arrondis en milliers de francs

Au contraire du budget précédent, le budget 2011 présente un excédent de revenus qui est de 5,5 mios. Ce retournement est surtout rendu possible par l'augmentation du montant reçu au titre de la péréquation fédérale et intercantonale. L'insuffisance de financement est de 6,1 mios. Malgré une augmentation importante du volume d'investissements, le degré d'autofinancement satisfait avec 87,8 % au mécanisme de frein à l'endettement.

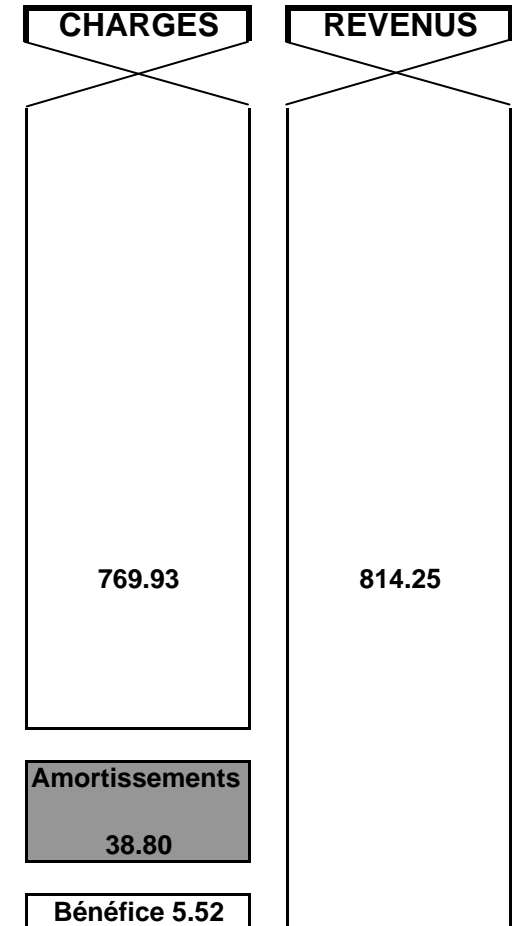
	Comptes 2009		Budget 2010		Budget 2011	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Fonctionnement						
Charges et revenus	770'934	773'140	776'963	772'684	808'732	814'253
Excédent de charges / revenus	2'206			4'279	5'521	
Investissements						
Dépenses et recettes	64'053	17'121	59'849	16'650	70'375	19'913
Investissements nets		46'932		43'198		50'462
Financement						
Investissements nets	46'932		43'198		50'462	
Amortissements		35'175		37'000		38'800
Excédent de charges / revenus		2'206	4'279			5'521
Insuffisance de financement		9'551		10'477		6'141
Variations au bilan						
Insuffisance de financement	9'551		10'477		6'141	
Report au bilan (passifs)	52'296		53'650		58'713	
Report au bilan (actifs)		64'053		59'849		70'375
Variation de la fortune	2'206			4'279	5'521	

BUDGET 2011 - PRÉSENTATION SCHÉMATIQUE DU BUDGET EN 4 PHASES

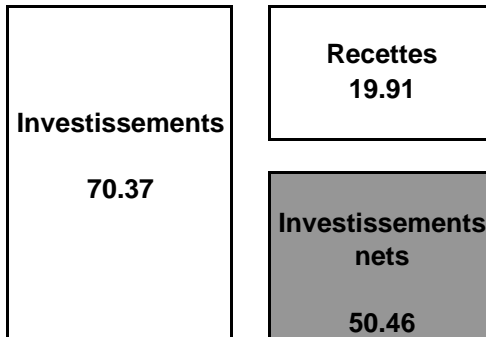
4 VARIATIONS AU BILAN



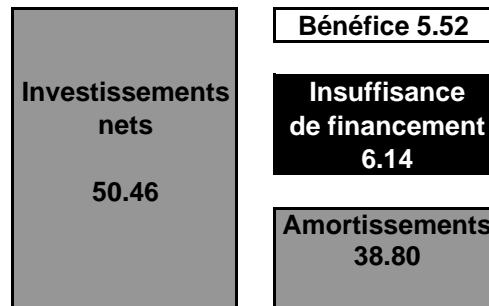
1 FONCTIONNEMENT



2 INVESTISSEMENTS



3 FINANCEMENT



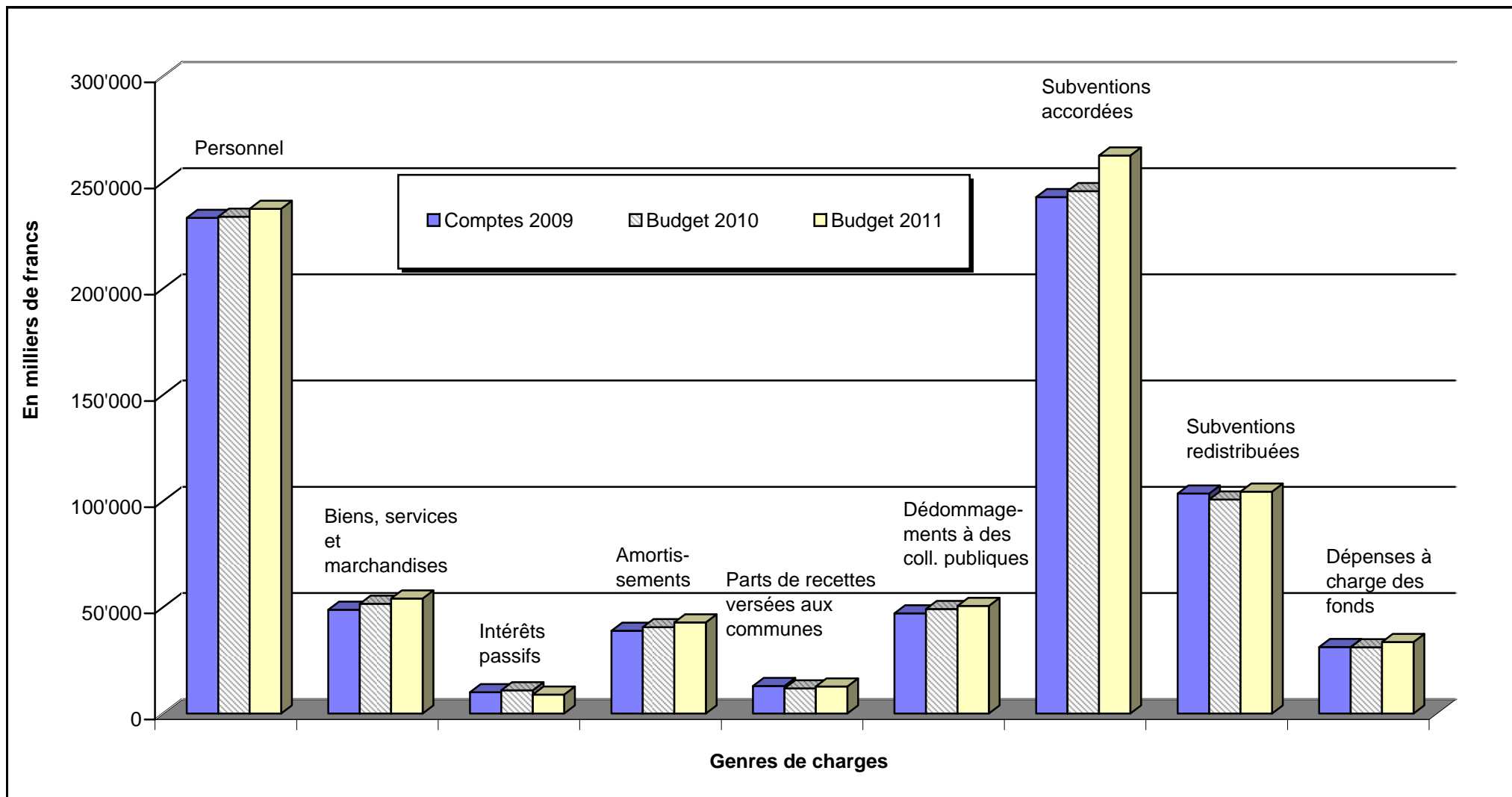
BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES CHARGES

Montants arrondis en milliers de francs

Sans les charges purement comptables, les charges augmentent de 4 % par rapport au budget 2010. Cet accroissement provient, pour plus de la moitié, des subventions accordées (notamment assurances sociales et institutions de santé) et subsidiairement des charges de personnel et des prestations de service. La baisse des charges d'intérêts se poursuit.

No	Libellé du compte	Comptes 2009		Budget 2010		Budget 2011		Ecarts Budgets 10/11
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
30	CHARGES DE PERSONNEL	233'284	30.26	233'816	30.09	237'568	29.38	1.60
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	48'793	6.33	51'660	6.65	54'135	6.69	4.79
32	INTÉRÊTS PASSIFS	9'960	1.29	10'882	1.40	8'833	1.09	-18.83
33	AMORTISSEMENTS	38'948	5.05	40'580	5.22	42'882	5.30	5.67
34	PARTS DE RECETTES VERSÉES AUX COMMUNES	12'907	1.67	11'726	1.51	12'725	1.57	8.52
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBL.	47'098	6.11	49'194	6.33	50'565	6.25	2.79
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	243'045	31.53	245'907	31.65	262'642	32.48	6.81
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	103'536	13.43	100'709	12.96	104'383	12.91	3.65
377	DÉPENSES À CHARGE DES FONDS	31'265	4.06	31'172	4.01	33'656	4.16	7.97
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	1'425	0.18	570	0.07	595	0.07	4.39
39	IMPUTATIONS INTERNES	673	0.09	747	0.10	748	0.09	0.13
3	TOTAL DES CHARGES	770'934	100.00	776'963	100.00	808'732	100.00	4.09

BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES CHARGES



BUDGET 2011 - PRINCIPALES VARIATIONS DES CHARGES BRUTES PAR RAPPORT AU BUDGET 2010

Montants bruts arrondis en millions de francs

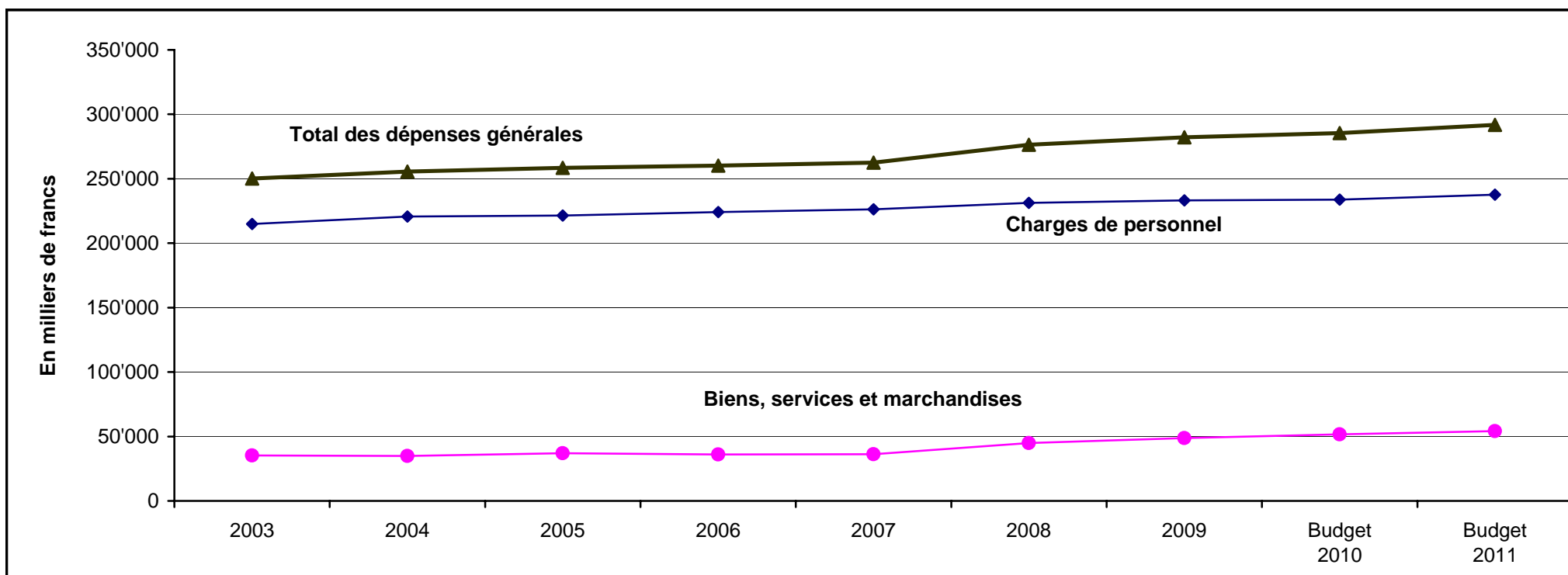
Augmentations	Rubriques	Montants	Diminutions	Rubriques	Montants
Charges salariales du personnel administratif	30	2.55	Charges salariales des fouilles archéologiques	30	0.60
Charges de personnel des enseignants	30	1.55	Intérêts passifs	32	2.05
Charges de personnel des magistrats	30	0.25	Coopération au Cameroun	367	0.25
Entretien des routes	314	0.25			
Maintenance informatique	315	0.25			
PaléoJura et autres mandats à l'Office de la culture	318	0.45			
Prestations de promotion économique	318	0.40			
Prestations vétérinaires et agricoles	318	0.30			
Entretien des bâtiments et loyers	31	0.20			
Biens, services et marchandises (solde net autres)	31	0.65			
Elimination de créances	330	0.50			
Amortissements ordinaires	331	1.80			
Part des communes à l'impôt des frontaliers	340	0.80			
Part IFD aux autres cantons	340	0.25			
Hospitalisations extérieures	351	0.70			
Ecoles extérieures	351	0.65			
Solde dû aux communes en lien avec la répartition des charges de l'action sociale	362	1.60			
Alimentation de fonds	363	0.20			
Etablissements et institutions de santé	364	3.30			
Transports publics régionaux	364	1.55			
Institutions sociales scolaires	364	0.55			
Subventions NPR	364	0.55			
Subventions à l'agriculture	365	0.75			
Subventions à la culture	365	0.55			
Assurances sociales (PC, assurance-maladie)	366	7.10			
Bourses d'étude et d'apprentissage	366	0.60			
Assistance judiciaire	366	0.25			
Subventions fédérales redistribuées	37	3.65			
Dépenses à charge du fonds de gestion des déchets	377	1.00			
Dépenses à charge du fonds de péréquation financière	377	0.55			
Dépenses à charge du fonds de soutien stratégique	377	0.60			
Dépenses à charge du fonds pour l'emploi	377	0.25			
TOTAL		34.60	TOTAL		2.90

BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES DÉPENSES GÉNÉRALES

Montants arrondis en milliers de francs

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Charges de personnel	214'839	220'635	221'421	224'091	226'361	231'366	233'284	233'816	237'568
Biens, services et marchandises	35'364	34'942	37'007	36'112	36'219	44'942	48'793	51'660	54'135
TOTAL DES DÉPENSES GÉNÉRALES	250'203	255'577	258'428	260'203	262'580	276'308	282'077	285'476	291'703

Les charges de personnel sont en hausse (+ 1,60 %) par rapport au budget 2010. L'augmentation des biens, services et marchandises (+ 4,79 %) concerne surtout les prestations de service. Globalement, les dépenses générales augmentent de 2,18 %.



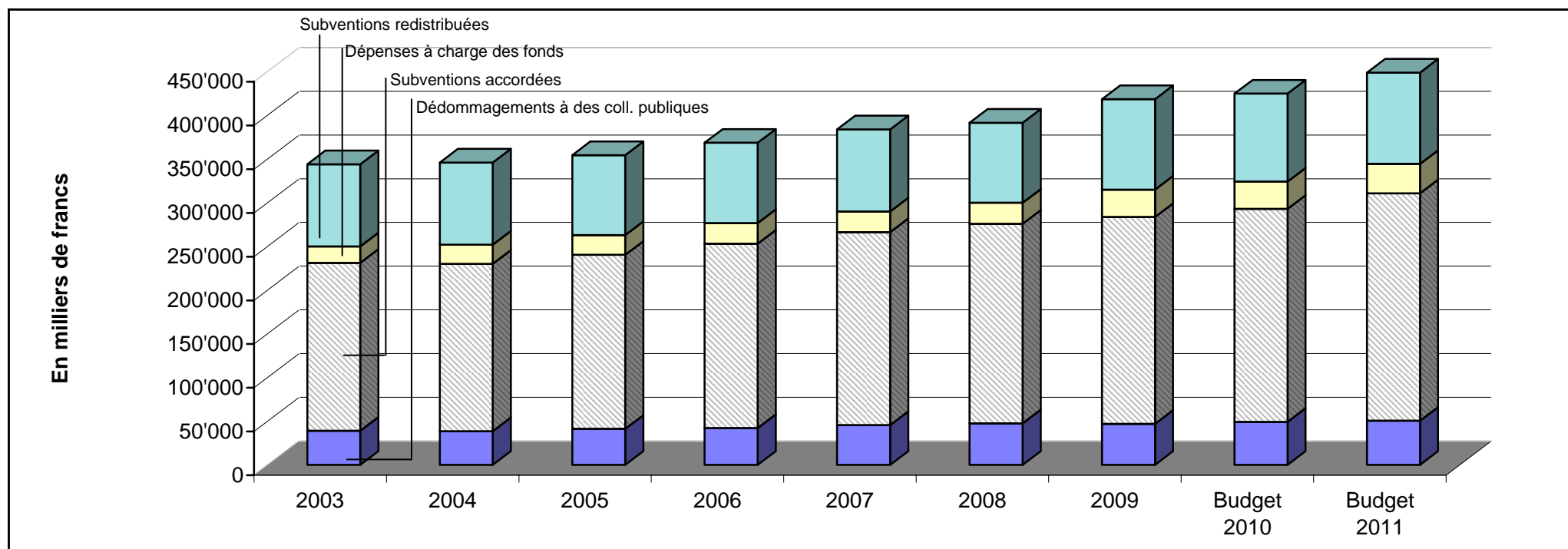
BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Dédommagements à des collectivités publiques	39'179	38'576	41'253	42'201	45'537	47'629	47'098	49'193	50'565
Subventions accordées *)	191'968	191'417	199'084	210'834	220'767	228'312	236'520	243'725	260'130
Dépenses à charge des fonds	18'902	22'037	22'699	23'711	23'563	24'009	31'265	31'172	33'656
Subventions redistribuées	93'949	93'952	91'266	91'805	93'950	91'416	103'536	100'709	104'383
TOTAL DES DÉPENSES DE TRANSFERT	343'998	345'982	354'302	368'551	383'817	391'366	418'419	424'799	448'734

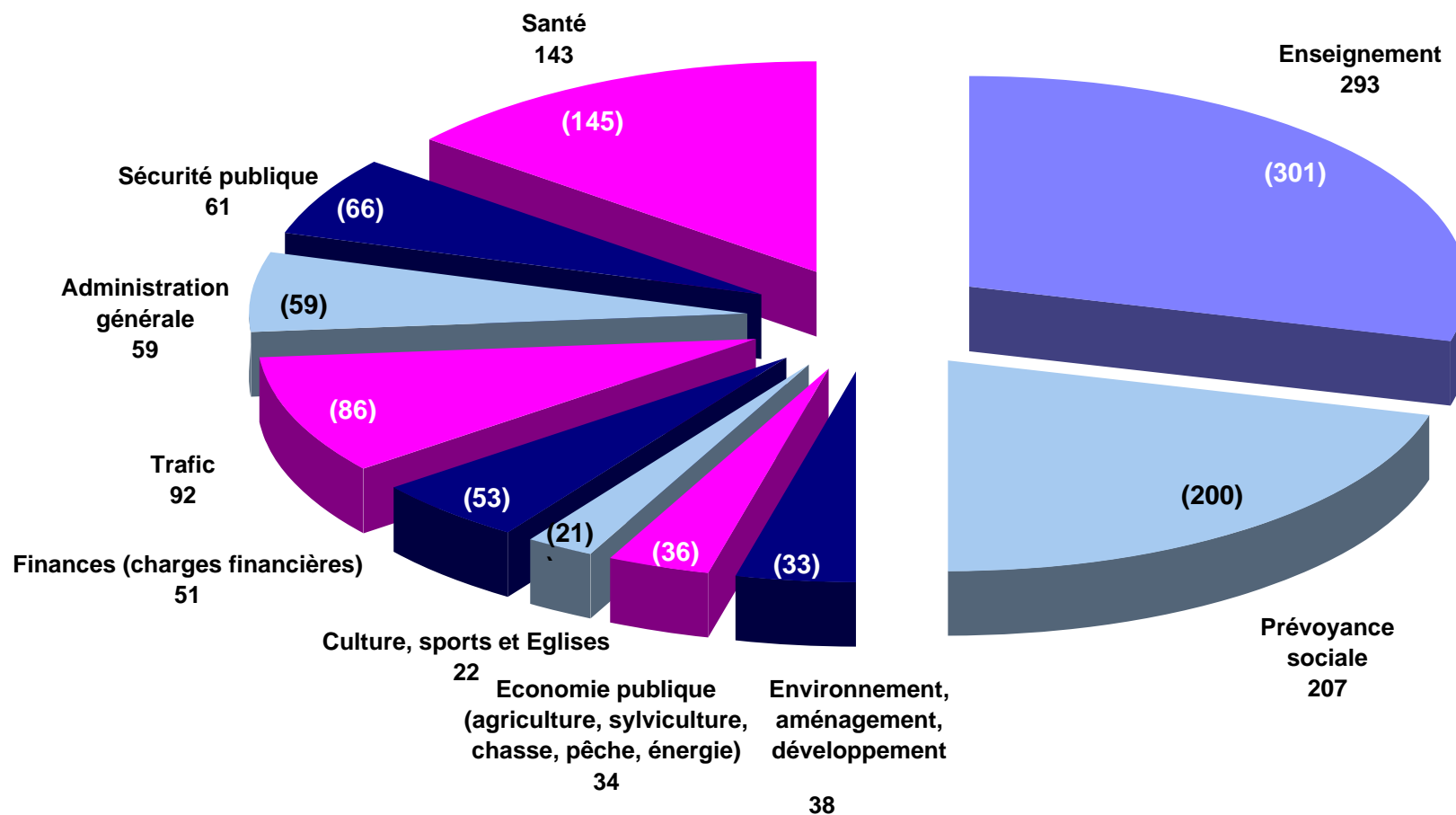
*) sans l'alimentation des fonds et les provisions

L'augmentation de ces dépenses est importante (+ 23,9 mios / + 5,6 %). L'accroissement est prononcé pour les subventions accordées. Les plus fortes progressions concernent les assurances sociales et les établissements de santé, y compris les effets, dans ces deux domaines, du nouveau financement des soins de longue durée décidé par la Confédération.

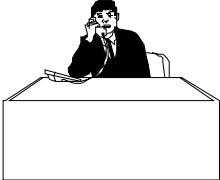
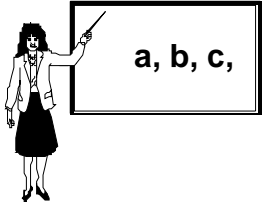


BUDGET 2011 - CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CHARGES BRUTES TOTALES

Une somme de 1'000 francs se répartit comme suit :
(Budget 2010 entre parenthèses)



BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

	Budget 2006	Budget 2007	Budget 2008	Budget 2009	Budget 2010	Budget 2011
<p>PERSONNEL ADMINISTRATIF (sans les fouilles archéologiques)</p> 	795.9	798.1	790.1	790.0	799.6	823.4*
<p>PERSONNEL ENSEIGNANT</p> 	921.8	916.8	926.9	923.5	919.2	923.3

* : Dans l'augmentation de l'effectif de 23,8 au budget 2011 par rapport au budget 2010, il y a 7,8 postes autofinancés, 5,5 postes issus de la réorganisation judiciaire suite à l'introduction du nouveau Code de procédure pénale et 6 temporaires dont les contrats expireront en cours d'année ou au 31 décembre 2011.

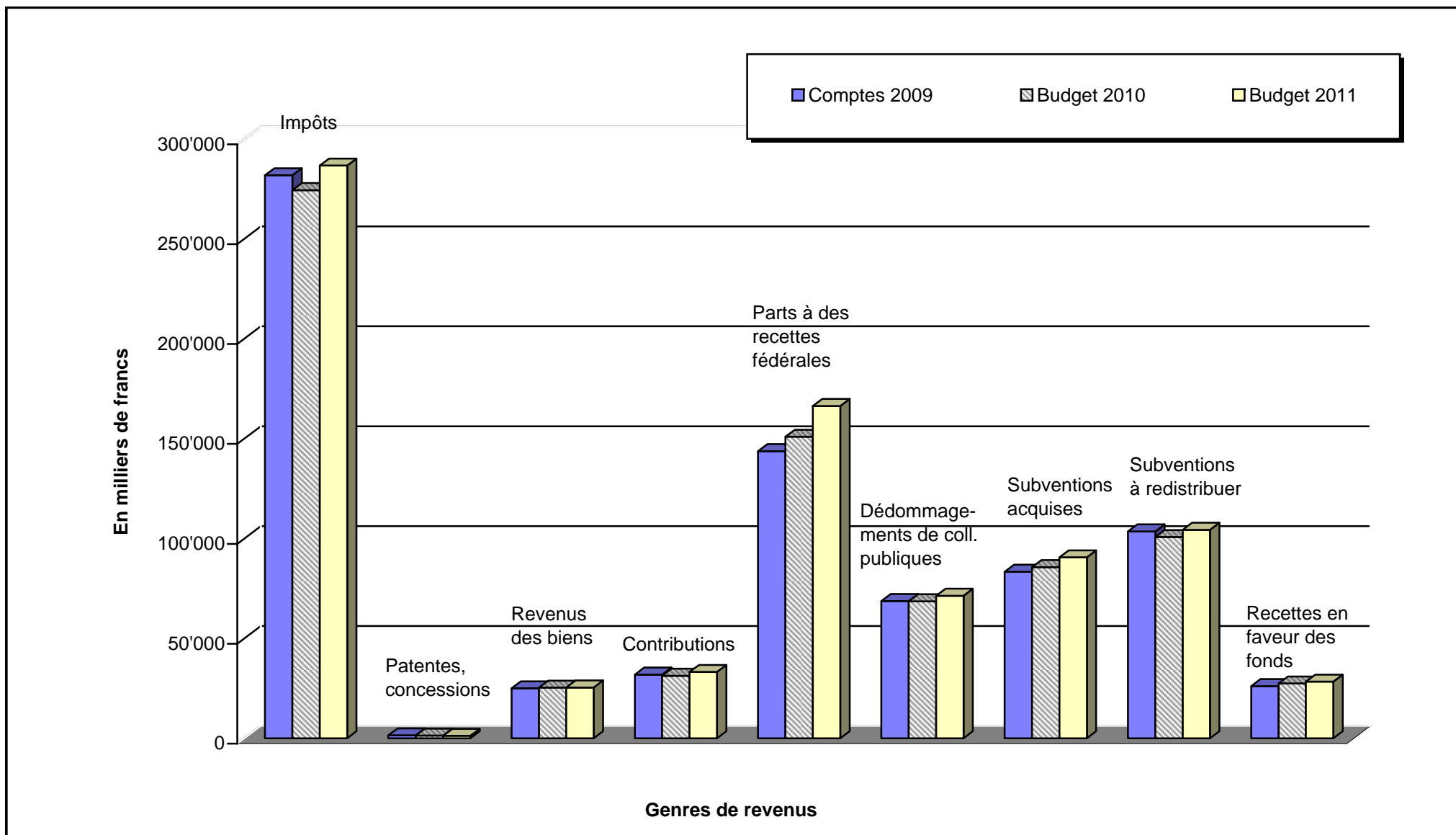
BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES REVENUS

Montants arrondis en milliers de francs

Sans les écritures purement comptables, les revenus augmentent de 5,7 % par rapport au budget 2010. Cette hausse provient principalement de la péréquation fédérale et intercantonale (RPT) et des impôts, et subsidiairement des subventions fédérales et des participations des communes.

No	Libellé du compte	Comptes 2009		Budget 2010		Budget 2011		Ecart Budgets 10/11
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
40	IMPÔTS	281'810	36.45	274'402	35.51	286'673	35.21	4.47
41	PATENTES, CONCESSIONS	1'440	0.19	1'329	0.17	1'232	0.15	-7.30
42	REVENUS DES BIENS	25'000	3.23	25'350	3.28	25'378	3.12	0.11
43	CONTRIBUTIONS	31'904	4.13	31'320	4.05	33'175	4.07	5.92
44	PARTS À DES RECETTES FÉDÉRALES	143'666	18.58	150'927	19.53	166'352	20.43	10.22
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	68'683	8.88	68'587	8.88	71'376	8.77	4.07
46	SUBVENTIONS ACQUISES	83'353	10.78	85'616	11.08	90'562	11.12	5.78
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	103'536	13.39	100'709	13.03	104'383	12.82	3.65
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	26'058	3.37	27'418	3.55	28'354	3.48	3.41
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS	7'017	0.91	6'279	0.81	6'021	0.74	-4.11
49	IMPUTATIONS INTERNES	673	0.09	747	0.10	748	0.09	0.13
4	TOTAL DES REVENUS	773'140	100.00	772'684	100.00	814'254	100.00	5.38

BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES REVENUS



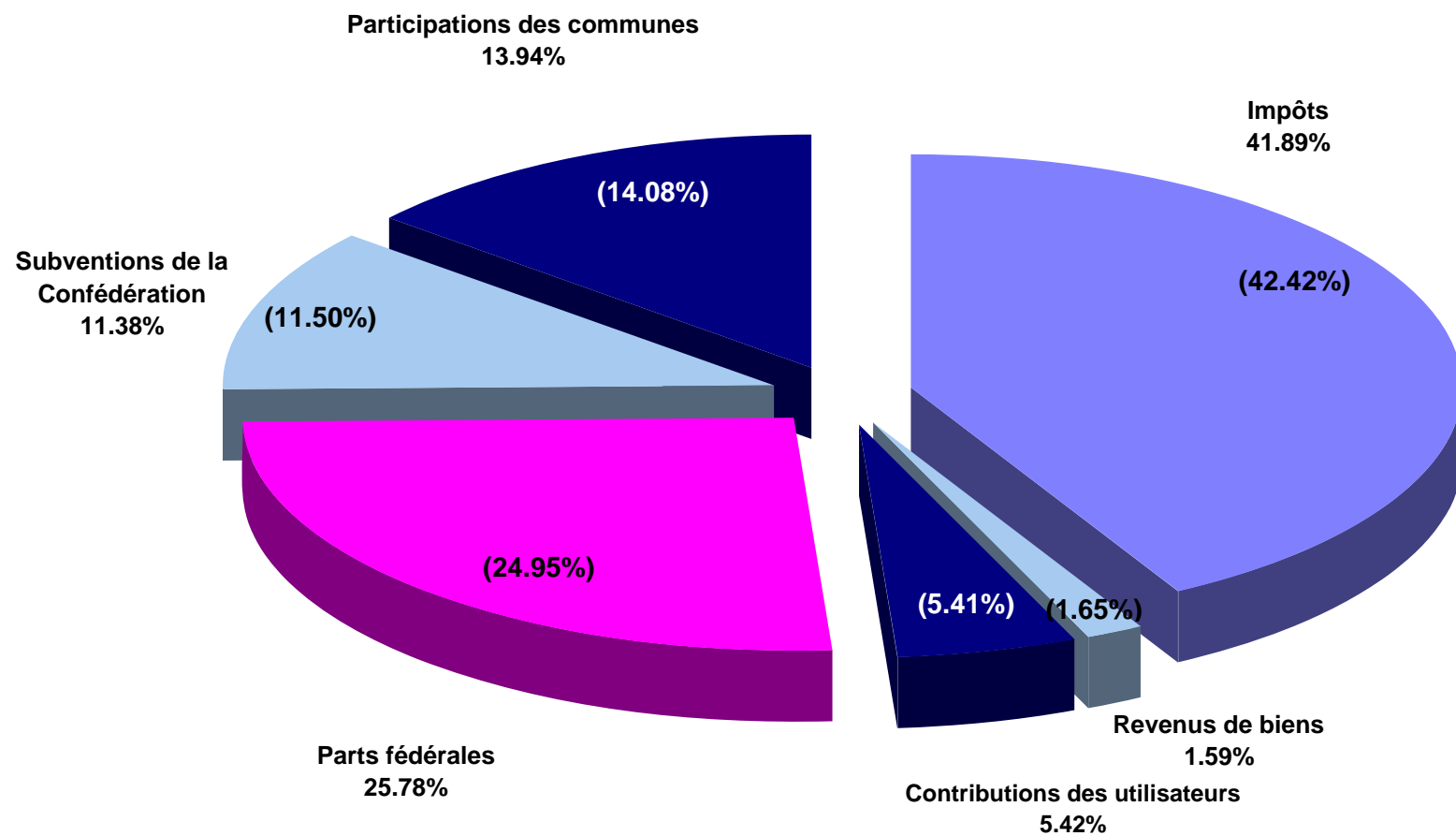
BUDGET 2011 - PRINCIPALES VARIATIONS DES REVENUS PAR RAPPORT AU BUDGET 2010

Montants bruts arrondis en millions de francs

Augmentations	Rubriques	Montants	Diminutions	Rubriques	Montants
Impôts des personnes physiques	400	6.00	Rappel d'impôts et amnistie fiscale	401	1.80
Impôt à la source	400	1.40	Amendes judiciaires	431	0.30
Impôt des frontaliers	400	0.95	Subventions	460	1.20
Impôts des personnes morales	401	4.95	Prélèvements sur les fonds	480	0.25
Droits de mutations et sur les gages immobiliers	404	0.60			
Taxes des véhicules	406	0.40			
Emoluments de justice et de poursuites	431	0.80			
Emoluments de police et des véhicules	431	0.45			
Ecolages	433	0.20			
Remboursements de frais	436	0.45			
Autres dédommagements	43	0.25			
Part à l'impôt fédéral direct	440	1.00			
Part à l'impôt anticipé	440	0.50			
Péréquation fédérale et intercantonale (RPT)	443	13.90			
Ecolages d'autres cantons	451	0.25			
Parts des communes aux transports publics	452	1.30			
Parts des communes aux charges de la formation	452	1.15			
Subventions fédérales aux assurances sociales	460	2.45			
Subventions fédérales à la formation professionnelle	460	1.65			
Subventions fédérales à l'agriculture	460	0.40			
Redevance poids lourds	460	0.25			
Parts des communes aux PC AVS/AI	462	1.25			
Subventions fédérales à redistribuer	470	3.65			
Recettes du fonds de péréquation financière	477	0.50			
Recettes d'autres fonds	477	0.45			
TOTAL		45.15	TOTAL		3.55

BUDGET 2011 - STRUCTURE DES REVENUS REELS

Les revenus proviennent de :
(Budget 2010 entre parenthèses)



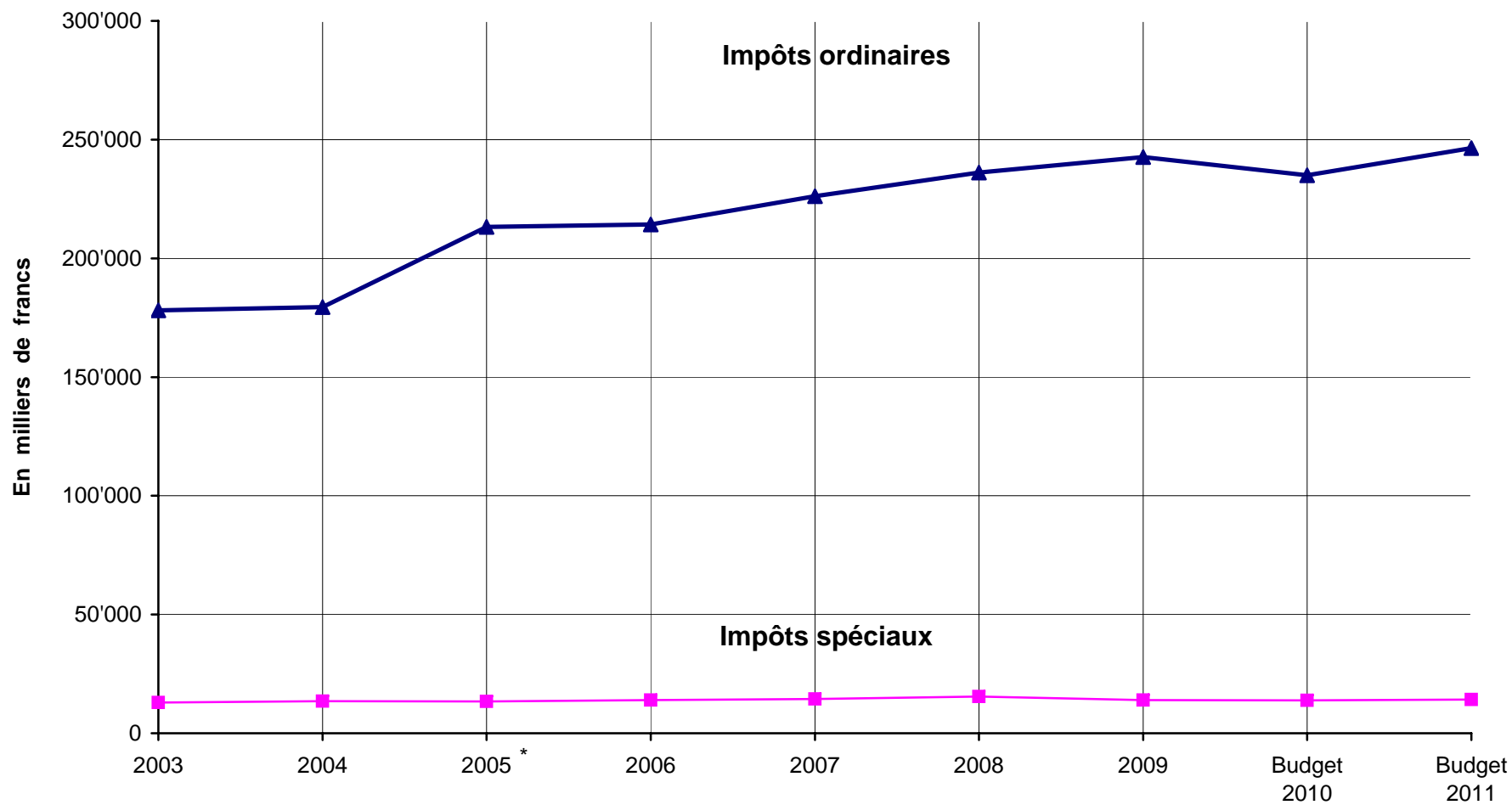
BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

Montants arrondis en milliers de francs

Les impôts ordinaires sont supérieurs de 4,9 % au budget 2010 mais la progression par rapport aux comptes 2009 est plus modeste (+ 1,6 %). Les effets de la reprise encore incertaine sont pour l'instant plus visibles chez les personnes morales que chez les personnes physiques.

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Impôts ordinaires									
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	159'019	157'335	184'054	184'650	190'058	201'304	212'405	203'197	211'533
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	19'089	22'150	29'179	29'641	36'108	34'783	30'212	31'755	34'890
Total	178'108	179'485	213'233	214'291	226'166	236'087	242'617	234'952	246'423
Impôts spéciaux									
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	1'766	1'524	1'886	2'204	3'298	2'851	3'581	2'950	2'900
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	7'159	8'522	8'138	8'229	8'396	7'940	7'520	7'900	8'500
Impôts sur les successions et les donations (405)	4'046	3'419	3'390	3'543	2'715	4'645	2'833	3'000	2'850
Total	12'971	13'465	13'414	13'976	14'409	15'436	13'934	13'850	14'250

BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX



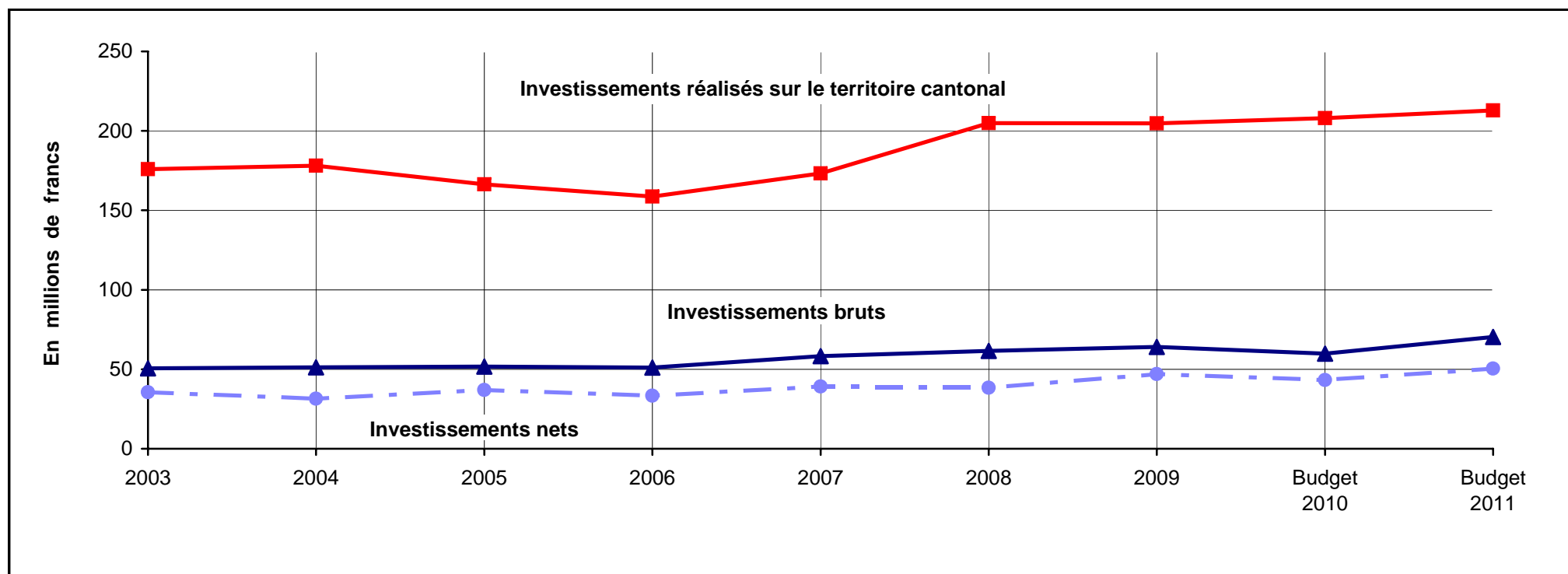
*La quotité d'impôts est passée de 2,3 à 2,85 suite au transfert des charges de la santé à l'Etat.

BUDGET 2011 - VOLUME DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL

Montants arrondis en millions de francs

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	175.9	178.1	166.3	158.7	173.2	204.9	204.7	208.0	212.9
Investissements bruts	50.6	51.2	51.7	51.0	58.3	61.6	64.1	59.8	70.4
Investissements nets	35.5	31.5	37.0	33.3	39.2	38.3	46.9	43.2	50.5

L'effort d'investissement est en constante augmentation.



BUDGET 2011 - LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT

Montants arrondis en millions de francs

PRINCIPAUX CHANTIERS

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ☒ Construction A16
- ☒ EFEJ +
- ☒ Aménagement de la H18
- ☒ Maintenance routière
- ☒ Ouvrages de protection contre les crues
- ☒ Aménagement de routes cantonales
- ☒ Transformations des locaux du ministère public et de la prison à Porrentruy
- ☒ Nouvelle école pour la Division santé, sociale et arts
- ☒ Aménagement du réseau des itinéraires cyclables
- ☒ Extension de la division technique (FormatTec)



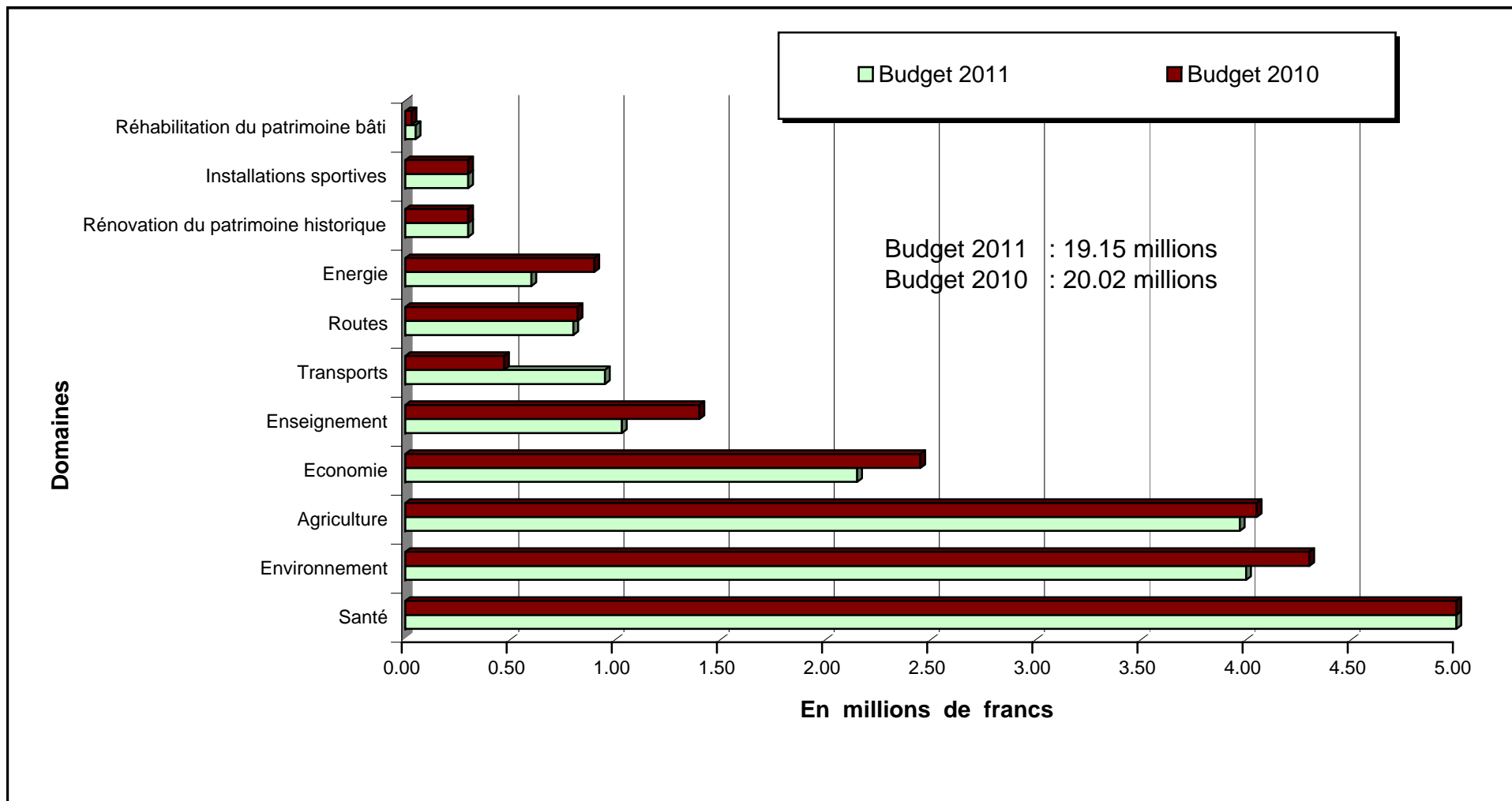
A16 - Fouille nord Tunnel de Choindéz

Investissements réalisés sur le territoire cantonal	Part cantonale nette
149.3	6.8
5.0	3.3
4.8	1.5
3.6	3.5
2.5	1.0
2.1	2.1
1.5	1.5
1.2	1.2
1.2	1.2
1.0	1.0
TOTAL	23.1

Ce montant représente 80.9 % des investissements réalisés sur le territoire cantonal

Cette somme constitue 45.8 % de l'investissement net total budgétisé pour 2011.

BUDGET 2011 - RÉPARTITION DES SUBVENTIONS NETTES D'INVESTISSEMENTS

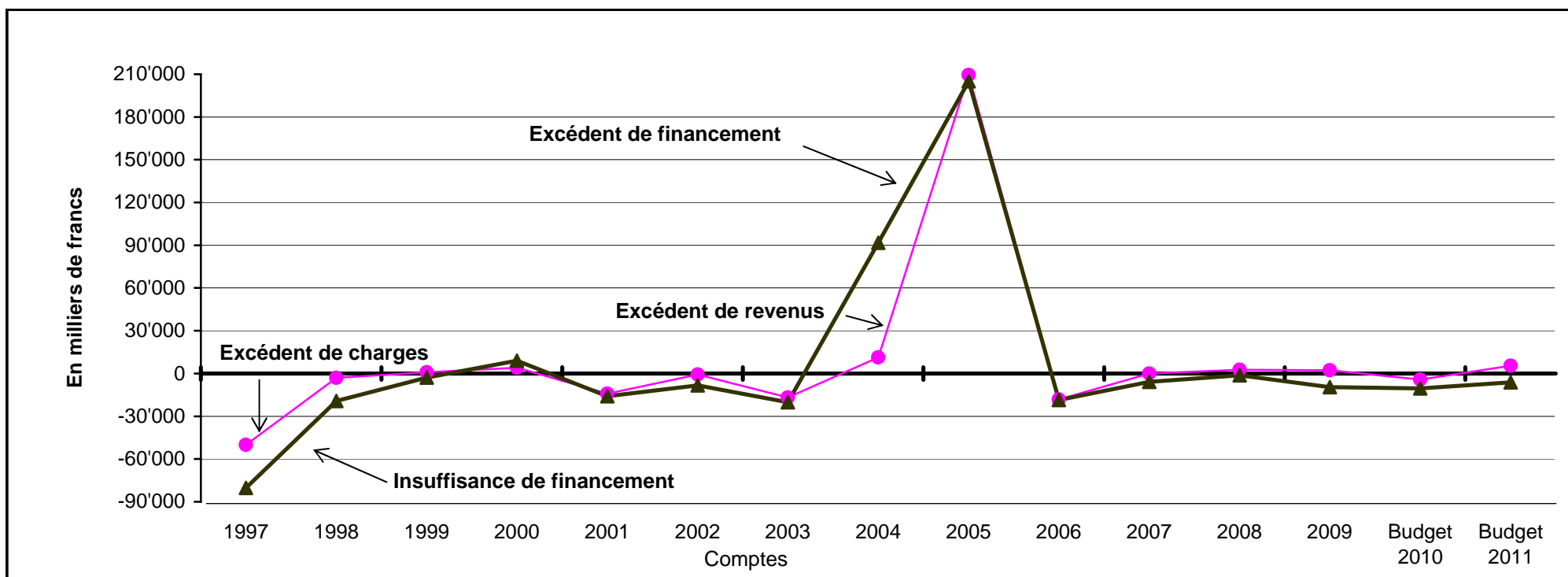


BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DU FINANCEMENT

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Résultat du compte de fonctionnement	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718	-16'792	11'221	209'465	-18'164	45	2'573	2'206	-4'279	5'521
Insuffisance/excédent de financement	-80'268	-19'255	-2'842	9'001	-15'986	-8'262	-20'134	91'716	205'006	-18'597	-5'929	-1'260	-9'551	-10'477	-6'141

La situation financière reste maîtrisée malgré les efforts d'investissements et de soutien à l'emploi et aux entreprises.

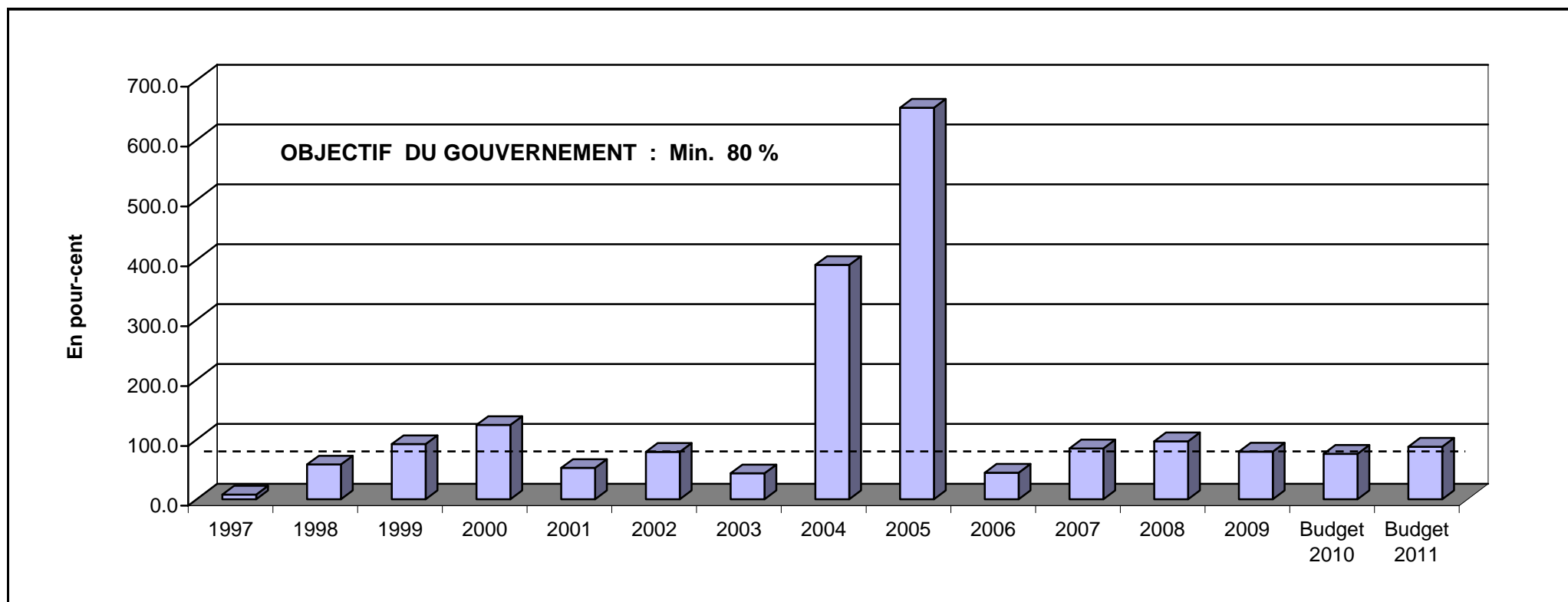


BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DU DEGRÉ D'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Calculé en % et arrondi à une décimale

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Budget 2010	Budget 2011
Degré d'autofinancement	7.7	57.9	91.9	123.9	52.2	79.1	43.2	391.2	653.6	44.1	84.9	96.7	79.6	75.7	87.8

Avec 87,8 %, le degré d'autofinancement satisfait au mécanisme du frein à l'endettement. Depuis l'entrée en souveraineté, ce ratio atteint 84,2 % en moyenne.



BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DE LA DETTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

La dette brute devrait augmenter modérément en 2010 et 2011 du fait d'insuffisances de financement contenues. Les charges d'intérêts diminuent encore grâce à un volume d'emprunts 2009 et 2010 inférieur à ce qui était prévu au budget 2010 et à des conditions d'intérêts sur les marchés historiquement basses.

Montants arrondis en millions de francs / en francs par habitant

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Estimations/Budgets	
								2010	2011
Dette brute ¹	511.6	460.7	380.5	335.3	305.2	255.0	236.9	240.0	245.0
En francs par habitant	7'407	6'671	5'507	4'852	4'405	3'666	3'393	3'422	3'490
Dette nette ²	378.4	287.9	81.2	99.6	105.9	110.9	123.1	135.0	140.0
En francs par habitant	5'478	4'169	1'175	1'441	1'528	1'594	1'763	1'925	1'994
Intérêts passifs ³	17.0	17.4	15.7	13.4	11.5	10.8	9.3	9.6	7.5
En % des charges réelles	3.0	3.0	2.7	2.1	1.9	1.8	1.4	1.4	1.1
En % des impôts directs et indirects (total des impôts cantonaux, rubrique 40)	8.0	7.9	6.3	5.3	4.3	3.9	3.3	3.5	2.6

¹ Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan), mais sans les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements

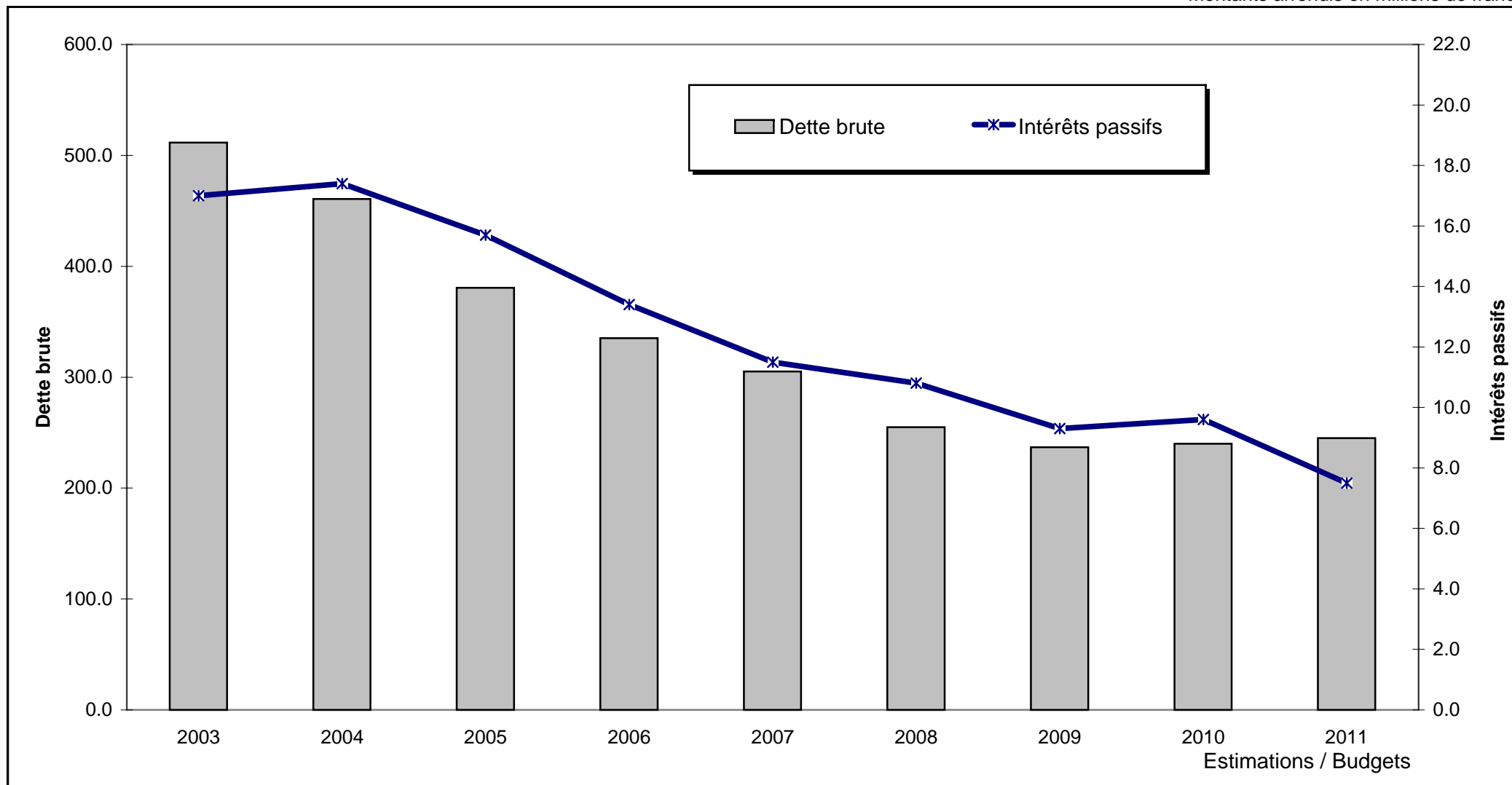
² Dette contractée pour constituer le patrimoine affecté aux prestations publiques (patrimoine administratif sujet à amortissement ./ . avances aux financements spéciaux ./ . fortune)

³ Opérations de couverture de taux par swap comptées en net

<i>Habitants au 1er janvier</i>	69'074	69'064	69'091	69'110	69'292	69'555	69'822	70'134	70'200

BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Montants arrondis en millions de francs



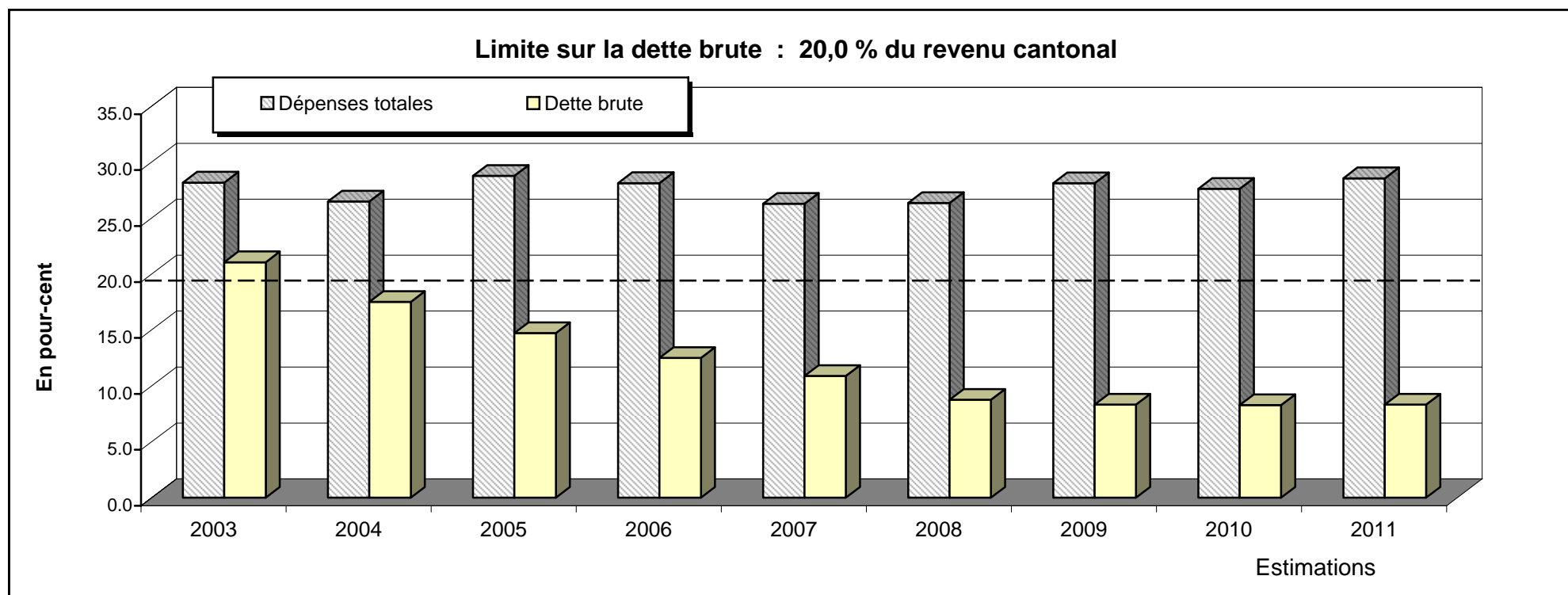
BUDGET 2011 - ÉVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ÉTAT

Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Estimations	
								2010	2011
Quote-part des dépenses totales	28.2	26.5	28.8	28.1	26.3	26.3	28.1	27.6	28.5
Quote-part des investissements nets	1.5	1.2	1.4	1.2	1.4	1.3	1.6	1.5	1.7
Quote-part de la dette brute	21.0	17.5	14.7	12.5	10.9	8.7	8.3	8.3	8.3

Quotes-parts de l'État : grandeurs comparées au revenu cantonal

Malgré un effort d'investissement important, la quote-part de la dette est stabilisée avec un niveau inférieur à 10 %.



BUDGET 2011 - MESURES D'ASSAINISSEMENT DES FINANCES CANTONALES 2009 - 2011

- Avec le bouclage des comptes 2009, la réalisation des mesures d'assainissement a permis de réduire le déficit structurel de l'Etat de 6,9 mios.
- Les mesures à réaliser en 2010 portent sur 4,7 mios.
- Les effets des mesures à concrétiser selon le budget 2011 se montent à 1,2 mio.
- Le solde à réaliser dès 2012 est évalué à 3,2 mios.
- A terme, les économies dépasseront annuellement les 15 mios, permettant de gommer ainsi le déficit structurel communiqué en avril 2008.

**BUDGET 2011 - PLAN DE SOUTIEN DE BASE A L'EMPLOI ET AUX ENTREPRISES
EFFORT CANTONAL 2009 - 2011**

(en milliers de francs)	<u>BUDGET 2011</u>	<u>PLAN 2009-2011</u>	<u>COMPTES 2009 BUDGETS 2010 ET 2011</u>
Marché du travail et emploi	3'487	6'462	6'362
Entreprises		(5'700)	
- sans pertes sur cautionnement	1'350	4'550	3'048
Fiscalité	-	-	-
Infrastructures	6'590	18'557	11'447
TOTAL	<u>11'427</u>	<u>29'569</u>	<u>20'857</u>
Fonctionnement	4'837	11'013	9'453 (85,8%)
Investissements	6'590	18'557	11'403 (61,4%)

BUDGET 2011

CONSTATS ET DÉFIS :

- L'amélioration des prévisions budgétaires doit pourtant nous inciter à la retenue. L'augmentation importante des revenus, grâce aux montants RPT, accroît notre dépendance face à la Confédération et la volatilité des recettes.
- Les risques financiers s'accroissent donc d'autant plus que la progression des charges, également sensible, s'inscrit dans la durée. Ce trend pourrait encore s'accroître si les taux d'intérêts devaient s'éloigner des niveaux qui sont à ce jour exceptionnellement bas.
- Le contexte économique est encore fragile. Tout retournement peut avoir des conséquences sensibles sur le budget de l'Etat (fiscalité, chômage, etc.).
- Le volume d'investissements est volontairement élevé. Il s'agit de soutenir la reprise conjoncturelle. Le plan de soutien se terminant à fin 2011 aura permis d'injecter 21 milliards à effets multiplicateurs élevés en plus dans l'économie régionale.
- Malgré un bilan sain et des prévisions budgétaires positives, l'effort de concrétisation des 51 mesures d'assainissement doit se poursuivre afin de gommer le solde du déficit structurel annoncé en avril 2008 et limiter les risques auxquels l'Etat est confronté.